

## Les économistes, absents de la campagne présidentielle 2022 ?



Les économistes étaient des acteurs clés de la campagne d'Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle de 2017. Ils prônaient depuis des années de nombreuses mesures reprises par le jeune candidat. « Je me suis engagé en politique car je considérais que le programme d'Emmanuel Macron était en grande partie fondé sur des travaux universitaires comme pour la réforme du marché du travail, de l'apprentissage, du dédoublement des classes de CP dans les zones d'éducation prioritaires... », se rappelle l'économiste Jean-Noël Barrot, conseiller départemental depuis 2015, élu aux législatives 2017, désormais secrétaire général du MoDem.

Alors que la liste des candidats à la présidentielle de 2022 s'affine, peu d'entre eux s'appuieront sur le travail des économistes pour construire leur programme. C'est dommage car, contrairement aux idées reçues, nos présidents ont tendance à les appliquer. Leur contenu économique engage donc notre future prospérité.

Pourquoi les économistes sont-ils si peu écoutés ? Que peuvent-ils faire pour avoir de l'importance médiatique ? Pourquoi les politiques les délaissent-ils ?

Pour répondre à ces questions, nous allons nous appuyer sur les analyses de l'économiste Emmanuelle Auriol qui va détailler, dans une tribune au *Monde*, le désintérêt du politique pour l'expertise scientifique. Les économistes Hippolyte d'Albis, Françoise Benhamou et André Cartapanis qui expliquent pourquoi les propositions des candidats à l'Elysée négligent la substance économique. Et enfin, Xavier Jaravel, lauréat du Prix du meilleur jeune économiste 2021, qui estime, dans une troisième tribune, que les économistes peuvent influencer sur les programmes politiques par la diffusion de leurs recherches, la collaboration avec l'Etat et la pédagogie dans les médias. Les trois tribunes ont été publiées par *Le Monde* le 17 décembre 2021.

Entrons dans le vif du sujet. Pourquoi les économistes sont-ils si peu écoutés ? La première raison est le déficit de culture économique. Cette discipline n'étant pas obligatoire à l'école, sauf dans quelques filières, l'écrasante majorité des Français n'en a jamais fait, ce qui pèse lourdement dans le débat public. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer l'exemple du chômage. Le fait de n'avoir jamais fait d'économie conduit à une vision statique du monde. L'emploi, et de manière plus générale l'économie, est envisagé comme un gâteau de taille fixe. Pour résoudre le problème du chômage, il suffirait de faire des parts plus petites. C'est la logique qui sous-tend la réforme des 35 heures : si tout le monde travaille un peu moins, tout le monde aura du travail. Les partis d'extrême droite argumentent, quant à eux, qu'il suffit d'enlever des travailleurs, en l'occurrence des immigrés, pour libérer des places pour les Français et donc résorber le chômage, estime l'économiste Emmanuelle Auriol. Selon elle, ces raisonnements séduisent les électeurs, car, à défaut d'être justes, ils ont le mérite d'être simples.

Ils s'appuient sur le sens commun et l'intuition sensible, ce qui est rarement utile pour comprendre un système complexe, que ce dernier soit physique, biologique ou social. Et de fait, ni la mise en place de politiques de plus en plus restrictives en matière d'immigration économique ni la diminution du temps de travail n'ont contribué à résorber le chômage. Selon les estimations optimistes, le « partage du temps de travail » aurait permis de créer au plus 350 000 emplois, alors que des études récentes traitant de manière plus rigoureuse des problèmes d'endogénéité ne trouvent aucun effet sur le chômage.

De plus, d'après Emmanuelle Auriol, la prise en compte du travail des économistes est paradoxalement la pression démocratique. Si les entreprises ont des clients, les responsables politiques ont des électeurs, qui n'aiment ni les décisions absconses ni les arguments d'autorité. Les mouvements populistes l'ont bien compris : pour chaque problème économique complexe, ils proposent une solution claire, simple et fautive. Cette concurrence par le bas des diagnostics et des solutions entrave l'action de celles et ceux qui voudraient mettre en œuvre des politiques efficaces mais complexes, et ce d'autant plus que leur effet sera différé dans le temps.

Enfin, au déficit de culture économique et au court-termisme se rajoute la déréglementation du marché de l'information. La recherche avance grâce aux controverses entre scientifiques qui, normalement, se règlent à coups d'articles savants dans des revues spécialisées. Lorsqu'une idée erronée émerge, le processus de validation par les pairs est censé la bloquer. Internet et les réseaux sociaux ont changé cela. Toutes les idées y sont en concurrence sans aucun filtre, ni processus de validation. Le fait qu'il y ait des crises rajoute à la confusion générale. Pour certains, c'est la preuve de l'incompétence des économistes, voire de leur culpabilité.

Or les économistes ne sont pas les architectes du système économique mondial. Plus humblement, ils l'étudient. Leur travail vise, en le comprenant mieux, à promouvoir des politiques publiques favorables à la croissance et à la stabilité, et, quand il y a une crise, des moyens pour y remédier.

Ainsi, l'économiste Emmanuelle Auriol nous fait ici un premier croquis de la réponse à la question posée précédemment (pourquoi les économistes sont-ils si peu écoutés ? Comment peuvent-ils faire pour avoir de l'importance médiatique ? Pourquoi les politiques les délaissent-ils ?). Dès lors, il vient à l'idée que cela pourrait être dû à une concurrence « par le bas » d'une part des politiques, mais aussi d'une confusion générale, cette fois par le plus grand nombre. Ainsi, chacun serait vecteur de cette absence des économistes dans la campagne 2022, du fait d'un délabrement de la population vis à vis de cette science, et d'un « entourloupe-ment » des politiques maniant cette science à leur guise en dépit de ces derniers.

La campagne électorale pour la présidentielle de 2022, à peine amorcée, devrait aborder les nombreux défis qui attendent l'économie française, avec des propositions alternatives, de droite, du centre ou de gauche, soumises au jeu démocratique. Les premières mesures annoncées ne sont pas toutes dénuées de sens économique, mais leur efficacité éventuelle n'est guère argumentée ou se trouve simplement sous-entendue, affirment les économistes Hippolyte d'Albis, Françoise Benhamou et André Cartapanis.

D'après ces derniers, tout récemment, Alan Blinder, professeur d'économie à Princeton et ancien conseiller économique du président Bill Clinton, proposait à ce sujet sa « *théorie du réverbère* » de la politique économique : les professionnels de la politique utiliseraient les économistes comme un homme aviné face à un réverbère ; pour disposer d'un soutien ou d'un appui, et non pas pour bénéficier de l'éclairage et pour se diriger (« *The Lamppost Theory of Economic Policy* », Alan Blinder, *Proceedings of the American Philosophical Society*, vol. 163,

n° 3, septembre 2019). Et Dani Rodrik a démontré empiriquement, en s'appuyant sur le cas américain, que les idéologies, les discours identitaires et l'affirmation d'une vision du monde se substituent aux promesses économiques dans l'offre politique (« *Economic Interests, Worldviews, and Identities : Theory and Evidence on Ideational Politics* », Elliott Ash, Sharun Mukand, Dani Rodrik, *NBER Working Papers Series*, n° 29474, novembre 2021). La France n'y échappe pas.

De même, les limites des programmes économiques des politiques au regard de l'expertise des économistes s'expliquent aisément. Les économistes et les politiques ne raisonnent pas de la même manière. Au calcul abstrait, déductif, innervé de données statistiques, de l'économiste, sous des formes complexes et souvent ennuyeuses, se substitue chez le politique un discours qui doit emporter l'adhésion, souvent en s'éloignant de la rigueur formelle ou en jouant avec les faits. Les économistes s'intéressent aux effets d'une mesure fiscale, d'un accord commercial, d'une hausse du salaire minimal sur la croissance et le bien-être collectif, certes en négligeant les inégalités induites. Les politiques privilégient leurs clientèles électorales et les intérêts particuliers qui en découlent. C'est un lieu commun que d'affirmer que les politiques ont un horizon temporel court, jusqu'à la prochaine élection.

Finalement, d'après ces économistes, si ce rendez-vous manqué devait se confirmer, malgré les efforts des économistes pour contribuer au débat public, les responsabilités seraient donc partagées. Les politiques ont tort de trop souvent négliger les défis majeurs de l'avenir identifiés par les économistes et leur panoplie des réponses possibles. Non par ignorance, mais à cause de la compétition électorale où s'expriment, certes, les intérêts matériels des électeurs, mais aussi leur adhésion à une identité politique, loin des urgences de l'économie. Les économistes ont tort, eux aussi, de ne pas suffisamment intégrer le faisceau de contraintes dans lequel s'exerce l'action publique en se limitant aux solutions optimales, sans définir le sentier permettant d'y parvenir, et en négligeant les opinions collectives, sources de blocages.

De ce fait, pour les économistes Hippolyte d'Albis, Françoise Benhamou et André Cartapanis, les raisons sont plus nuancées que dans l'expertise d'Emmanuelle Auriol. En effet, ce « rendez-vous manqué » entre politiques et économistes viendrait d'une différenciation de vision publique et d'une appréhension différente. Un candidat à la campagne présidentielle aura davantage recours au « court-termisme » pour capter le plus d'attention de votes (un public plus large et plus friand de problèmes plus subjectifs et concrets), tandis qu'un chercheur en sciences-économiques, aura davantage tendance à analyser au long-terme, ce qui n'intéresse que très peu la population. Ainsi, la quasi-absence des économistes est due à une divergence de visions (plus ou moins lointaines).

Néanmoins, rien n'est perdu pour les économistes, en effet car selon Xavier Jaravel, lauréat du Prix du meilleur jeune économiste 2021, « pour peser sur les débats de la présidentielle 2022, les économistes disposent de trois principaux leviers ».

Premier levier : les travaux de recherche, qui constituent une approche indirecte mais très puissante à long terme pour orienter les décisions. En effet, la recherche développe des outils et obtient des résultats qui structurent les politiques économiques pour des décennies. A cet égard, la discipline a produit deux contributions fondamentales au cours des soixante dernières années : d'une part, la théorie de l'équilibre général a montré comment les comportements individuels se combinent et s'agrègent au niveau macroéconomique ; d'autre part, depuis les années 1990, le tournant empirique de la discipline a montré comment estimer l'effet causal des politiques publiques sur l'économie. La science économique vit aujourd'hui

un nouveau tournant grâce à la disponibilité croissante de micro-données à l'échelle planétaire (décisions de consommation mesurées en temps réel, etc.). Celles-ci permettent de répondre à des questions macroéconomiques et, ainsi, de renouveler le diagnostic et les propositions de politiques publiques sur tous les grands sujets : croissance, inflation, innovation, mondialisation, etc. estime Xavier Jaravel. Selon lui, c'est au prix de ce travail de fourmi, loin des feux de la rampe, que le savoir progresse et, in fine, irrigue les politiques publiques. Comme disait l'économiste britannique John Maynard Keynes (1883-1946) : « *Les hommes politiques sont les esclaves inconscients d'une poignée d'économistes défunts.* »

Deuxième levier : le travail main dans la main avec les administrations, par lequel les économistes contribuent très concrètement à la conception et à l'évaluation des politiques publiques. La France est clairement en retard sur ses voisins, comme l'Allemagne, ou sur les Etats-Unis. En France, l'administration regarde trop souvent les universitaires comme des professeurs Nimbus, tandis que les universitaires jugent trop souvent le travail de l'administration comme insuffisamment rigoureux. Rien n'est pourtant plus faux, et il y a beaucoup à gagner en renforçant ces liens.

Et enfin, troisième levier : le débat public. A l'heure des réseaux sociaux et des fausses informations, les économistes universitaires doivent faire œuvre de pédagogie pour aider chacun à identifier et à hiérarchiser les grands enjeux économiques. En donnant les ordres de grandeur, en expliquant ce qui fait consensus, mais aussi ce qui reste incertain, les économistes jouent un rôle fondamental pour structurer le débat public de manière constructive. Chaque citoyen peut alors se forger ses convictions, en partant des faits.

Ainsi, pour aller plus loin que leurs aînés, les économistes de la nouvelle génération doivent se saisir à plein de ces trois leviers. Il est de leur devoir, et de leur nature (étudier les sciences économiques), de rechercher, prévoir, analyser, dans le but d'éviter, contourner, construire, déconstruire, etc. Et d'autant plus de faire parvenir cela au plus grand nombre.

Pour finir, rien n'est perdu pour les économistes, selon Xavier Jaravel. Ces trois tribunes font le portrait d'une science délaissée, abandonnée par la majeure partie de la population. En effet, très peu de personnes sont sensibilisées aux sciences économiques, et sans aller aussi loin, aux réels problèmes les concernant (il faut considérer le nombre de personnes votant pour un élu qui ne leur correspond pas du point de vue seul de l'économie). Ainsi, les économistes sont-ils absents réellement de la campagne électorale 2022 ? La réponse ne peut être évidemment aussi courte, mais doit être plus nuancée. Oui et non. D'une part, il y a conflit entre économistes et politiques du fait de leur vision trop divergente : les économistes sont délaissés par les politiques, mais aussi par la population. En effet, il y a une déconnexion sociale, car ces sciences ne sont réservées qu'à une catégorie professionnelle intellectuelle supérieure (INSEE), créant un conflit entre politiques, le public n'étant plus le même. Or rien n'est perdu, il existe en réalité des moyens pour les économistes de se faire entendre et de réconcilier les politiques et la population avec ce mot faisant peur : « l'économie ».

Comme disait un philosophe chinois : « Si l'on prévoit pour un an, l'on doit planter une graine, si l'on prévoit pour dix ans, l'on doit planter un arbre, et enfin, si l'on prévoit pour cent ans, l'on doit éduquer la population ». Ainsi, la réponse à nos maux serait-elle l'éducation et la formation des « jeunes » dans le but de préserver notre planète, et dans ce cas-là, de réconcilier la population avec les sciences sociales et plus précisément, les sciences économiques ?

**Valentin GRANGIER (Terminale 1), le 8 janvier 2022**